

CAMEROUN, QUE FAIRE ?

Appel à La Réconciliation Nationale Pour La Résolution Du Contentieux Historique ! Le 22 Novembre 2024.

L'HISTOIRE DU CAMEROUN EST EN MARCHÉ !

Le Contentieux Historique Cameroun-France commence à prendre véritablement corps. Il y a plus de deux décennies, et jusqu'à 2020, c'était pour beaucoup une vision de l'esprit. La société camerounaise, depuis près de deux ans, commence enfin à rechercher et à s'approprier sa véritable histoire. Le début de la fin de la rapine de la France-Afrique est en marche !

Un fait inédit : lors de la commémoration du 80ème anniversaire du débarquement de Provence à Boulouris Saint-Raphaël, le 15 août 2024, en présence de chefs d'États français, le président Paul Biya a souligné l'importance de Douala le 27 août 1940. Il a d'abord cité le Général de Gaulle : *"Le Cameroun vient de prendre une belle décision et de donner un exemple magnifique."* Ensuite il a ajouté : *"Les troupes dont le colonel Leclerc prend ainsi le commandement comptent beaucoup d'hommes issus de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun."* De cette déclaration du président Paul Biya, il apparaît clairement que :

- Le Cameroun avait un statut particulier, différent de celui de l'Afrique Equatoriale française.
- Le point de départ de la colonne Leclerc était la ville de Douala.

Sur un autre volet, cette Déclaration en apparence anodine impose à la France de reconnaître la véritable histoire du Cameroun et de la France falcifiée et édulcorée méthodiquement durant plusieurs décennies. Plus triste, durant leurs longs règnes, les présidents Ahmadou Ahidjo et Paul Biya n'ont jamais évoqué la véritable histoire du Cameroun. La date historique du « **27 août 1940 à Douala** » devrait occuper une place spéciale, en raison de sa portée et de sa signification politique. Cette date historique représente :

- La reconnaissance implicite du bien-fondé de la création de l'UPC et de sa lutte pour l'indépendance,
- Ainsi qu'une condamnation implicite des exactions de la France au Cameroun.

RETOUR SUR LA SINISTRE HISTOIRE DU CAMEROUN !

Dire que le Cameroun n'est la chasse gardée de personne, c'est oublier le Contentieux Historique avec la France. Le capitaine Leclerc est arrivé à Douala dans la nuit du 26 au 27 août 1940 et a déclaré l'indépendance politique et économique du Cameroun. Lorsque France affirme que le Cameroun a rejoint la "France Libre" le 27 août 1940 après l'appel du général De Gaulle le 18 juin 1940, ce n'est qu'une tentative de nier réalité : la "France Libre" est née à Douala ce jour-là. En 1940, la France, affaiblie par le nazisme, n'avait rien à offrir au Cameroun. C'est grâce aux ressources humaines, matérielles et financières du Cameroun et de l'Afrique équatoriale que la "France Libre" a pu se faire entendre aux côtés des Alliés. À cause de son statut de Territoire sous Mandat de la Société des Nations, il était interdit à la France de se doter d'une armée dans notre pays : Le 27 août 1940, le colonel Leclerc a déclaré l'indépendance à Douala et a commencé à recruter massivement des jeunes Camerounais pour les forces armées de la "France Libre".

PARTICIPATION DES NATIONALISTES CAMEROUNAIS

La participation des nationalistes camerounais à la Deuxième Guerre Mondiale était liée à la proclamation le 27 août 1940 de l'indépendance politique et économique du Cameroun. C'est ainsi que Ruben Um Nyobe, Secrétaire Général de l'UPC, après la 2^{ème} guerre mondiale, avait déclaré : *"La lutte armée a déjà été menée une fois pour toutes par les nationalistes qui ont largement contribué à la défaite du fascisme allemand. Les libertés fondamentales dont nous revendiquons l'application et l'indépendance vers laquelle nous devons marcher résolument ne sont plus des choses à conquérir par les armes."*

RÉPRESSION ET RÉSISTANCE

Malgré leur participation, la France a spolié le Cameroun de son indépendance. En 1945, les soldats et nationalistes camerounais ont réclamé l'application effective de l'indépendance, mais la France a répondu par la répression. C'est le non-respect par la France de cette proclamation qui a été à l'origine de la création de l'Union des populations du Cameroun (UPC) pour la reconquête de cette indépendance. En 1948, les nationalistes camerounais créent l'Union des Populations du Cameroun (UPC) pour faire respecter l'indépendance proclamée le 27 août 1940. La France n'a pas hésité à exterminer plusieurs centaines de milliers de Camerounais, principalement des UPCistes, traqués et massacrés de 1955 à 1971 avec l'aide d'autres Camerounais.

AUTONOMIE OU INDÉPENDANCE ?

L'Union des Populations du Cameroun (UPC), avait pour projet nationaliste la construction d'une nation camerounaise indépendante et souveraine. Pour contrecarrer ce projet, la France avait mis en place un système d'intégration à l'Empire français, écartant l'UPC de la scène politique nationale, pour octroyer au Cameroun une autonomie, en lieu et place d'une véritable indépendance. À la veille de l'indépendance, la France a signé des accords secrets avec certains dirigeants camerounais, accordant des privilèges à la France jusqu'à nos jours. Aujourd'hui encore, la France a la mainmise sur tous les secteurs clés du Cameroun, avec son corollaire de misères et d'injustices.

Après une guerre longue et tragique, le pouvoir a été remis aux «amis de la France » juste avant l'indépendance. Depuis 1958, la même famille politique a confisqué le pouvoir. Le pays est actuellement en proie à deux guerres actives, mobilisant ses moyens financiers, matériels et humains. Le parti au pouvoir écrase toute opposition et siphonne les caisses de l'État. Les scandales financiers se succèdent, avec des détournements massifs. Les productions de l'or, du pétrole, du bois et des diamants, etc... prennent des destinations inconnues. La dette est abyssale sans que les infrastructures soient réalisées. Les assassinats de journalistes et d'hommes d'église, les prisons remplies d'opposants politiques, certains condamnés à vie, sont des problèmes brûlants, émanant d'un système pernicieux imposé depuis les années 50. Les principales sociétés telles que Sodecoton, Campost, Camtel, Eneo, Camwater, et d'autres, font face à des difficultés majeures. Comment oublier les entreprises comme Bolloré, Bouygues, Castel, Orange, etc, qui s'enrichissent allègrement dans un Cameroun sous les menottes du franc CFA! Il existe une réelle déliquescence dans la gestion du pays, avec une misère extrême et l'exacerbation de la haine ethnique, manipulation, corruption, tribalisme et violence politique.

LE CAMEROUN EST-IL RÉELLEMENT INDÉPENDANT?

L'"indépendance" obtenue le 1er janvier 1960 avait été refusée par le tout premier Premier ministre camerounais, André-Marie Mbida, car il trouvait anormal que les attributs essentiels de l'indépendance pleine et entière soient enlevés par des conventions illégales et abusives. Cette "indépendance" n'a pas été reconnue par l'UPC, qui affirmait : *"L'indépendance actuelle ne répond nullement aux objectifs poursuivis par l'UPC dès sa naissance. Par conséquent, la révolution continue sur les thèmes précis suivants :*

- *L'indépendance réelle*
- *La restauration et le respect des libertés démocratiques*
- *La terre à ceux qui la cultivent, en l'occurrence les paysans*
- *Le bien-être des travailleurs."*

Le président Ahmadou Ahidjo a accepté cette autonomie refusée par André-Marie Mbida, comme l'a reconnu Pierre Messmer *«la France accorda l'indépendance à ceux qui la réclamaient le moins, après avoir éliminé politiquement et militairement ceux qui la réclamaient avec le plus d'intransigeance»*. Le bilan :

- La République Fédérale du Cameroun de 1961 est née bancal après la Conférence de Foumban. Avec un Cameroun Oriental sous autonomie (domination de la France), le Cameroun Occidental Indépendant devenait de facto un laquais de la France
- Le président de l'UPC, Ernest Ouandié, avait vivement déconseillé aux leaders anglophones de participer à cette conférence, les mettant en garde contre les conséquences désastreuses futures de leur collaboration avec le néocolonialisme français. L'histoire lui donne raison !
- Conséquences dramatiques actuelles : le pays entier souffre aujourd'hui de cette collusion, après le pseudo-référendum du 20 mai 1972 et le retour unilatéral à la dénomination République du Cameroun.

LA RÉCONCILIATION NATIONALE COMME UNIQUE SOLUTION À LA CRISE ACTUELLE.

Toutes les guerres se terminent autour d'une table. La guerre injuste menée contre les nationalistes camerounais n'a jamais été élucidée ni soldée. La guerre actuelle au Cameroun Occidental doit impérativement cesser ! Le pays a besoin de toutes ses filles et de tous ses fils, sans considérations politiques, ethniques, raciales ou religieuses. Il est crucial que le Cameroun connaisse un véritable sursaut patriotique, rassemblant toutes les forces vives de la nation, indépendamment de leurs appartenances ethniques et politiques.

Le Cameroun a besoin d'un véritable Dialogue National Inclusif, où la véritable histoire du pays serait minutieusement examinée pour établir la Vérité, la Justice, l'Équité et le Pardon. Ce dialogue doit permettre de reconnaître les erreurs du passé, de rendre justice aux victimes et de promouvoir une réconciliation nationale durable. Seule une telle démarche va permettre de construire un avenir commun basé sur la confiance et la solidarité.

Pour atteindre cet objectif, il est essentiel d'impliquer toutes les parties prenantes, y compris les représentants des différentes communautés ethniques, les leaders politiques, les organisations de la société civile et les citoyens ordinaires, les leaders de ceux qui ont

pris les armes. Un tel dialogue doit être transparent et inclusif, garantissant que toutes les voix soient entendues et respectées.

En outre, il est important de mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour s'assurer que les décisions prises lors de ce dialogue soient effectivement mises en œuvre. Cela inclut la création de commissions indépendantes pour enquêter sur les violations des droits de l'homme, la mise en place de programmes de réhabilitation pour les victimes de la guerre et la promotion de politiques économiques et sociales visant à réduire les inégalités et à améliorer les conditions de vie de tous les Camerounais.

En fin de compte, la paix et la stabilité du Cameroun dépendent de notre capacité à surmonter les divisions et à travailler ensemble pour un avenir meilleur. Il est temps de tourner la page sur les conflits du passé et de construire une nation unie et prospère, où chacun peut vivre en paix et en dignité.

Dr Daniel YAGNYE TOM
Représentant spécial de l'UPC
En Afrique Australe et Centrale
Président de l'Alliance Patriotique.